



## COMMUNIQUÉ

**BANFF, le 11 août 2005** – Le Conseil de la fédération s'est réuni aujourd'hui à Banff, en Alberta, pour souligner le centenaire de cette province. À cette occasion, les premiers ministres ont dévoilé les premières composantes de leurs stratégies globales en vue d'améliorer la compétitivité et la prospérité du Canada. Les priorités du Conseil de la fédération pour renforcer le Canada comprennent notamment le développement des transports et des infrastructures, l'énergie et le commerce. Les premiers ministres ont aussi rencontré M. David Wilkins, le nouvel ambassadeur des États-Unis, afin de discuter des relations Canada–États-Unis.

### **Transports/infrastructures**

Les premiers ministres ont annoncé aujourd'hui qu'ils élaboreront une stratégie nationale pour les infrastructures de transport. Ils ont fait valoir que la Fédération s'est constituée sur la base d'une vision, qui s'est exprimée par un chemin de fer, afin d'unir le pays d'un océan à l'autre. Cette expression concrète de l'unification du pays continue de se refléter aujourd'hui à travers notre infrastructure de transports nationale, qui devra maintenant privilégier tout autant les dimensions est-ouest et nord-sud. Tout en reconnaissant que les provinces et territoires du Canada ont des besoins différents en matière d'infrastructures, les premiers ministres considèrent le système de transport du Canada comme l'une des principales assises de notre compétitivité internationale et comme un élément essentiel pour assurer aux Canadiens et aux Canadiennes un meilleur niveau de vie.

Les premiers ministres se sont également dits très préoccupés de ce qu'un réseau autoroutier vieillissant, voire absent, et la congestion des principales voies d'accès aux aéroports, aux ports et aux passages frontaliers, contribuent à effriter la capacité du Canada à être concurrentiel dans l'économie mondiale.

Les premiers ministres Campbell, Hamm et Handley dirigeront l'élaboration de la stratégie nationale, qui sera globale et portera sur tous les modes de transport et sur toutes les régions du pays. Ils la présenteront à tous les premiers ministres des provinces et territoires en novembre afin qu'ils puissent en discuter davantage. Les premiers ministres inviteront également le gouvernement fédéral à devenir un partenaire stratégique dans la mise en œuvre de cette initiative nationale d'importance.

En plus des investissements actuels des provinces et territoires dans des réseaux régionaux et nationaux de transport, un réinvestissement des taxes fédérales sur l'essence sera partie intégrante d'une stratégie à long terme renouvelable et prévisible.

Les premiers ministres ont aussi relevé que les Canadiens et les Canadiennes peuvent apprendre de leurs clients et concurrents des États-Unis, où le gouvernement fédéral et les États investissent massivement dans les infrastructures de transport. Par exemple, la nouvelle loi sur le financement des autoroutes, ratifiée plus tôt cette semaine aux États-Unis, prévoit un soutien fédéral de plus de 280 millions de dollars américains sur six ans pour les initiatives en matière de transport.

Les premiers ministres ont souligné que la stratégie pancanadienne proposée pour les infrastructures de transport ne devrait pas affecter l'engagement pris par le gouvernement fédéral dans son budget 2005 de reconduire les programmes d'infrastructures existants qui servent à appuyer un large éventail de priorités en matière d'infrastructures.

## **Énergie**

Au cours de leurs discussions, les premiers ministres ont convenu que l'accroissement des approvisionnements et la gestion ou la réduction de la demande d'énergie constituent des éléments essentiels pour assurer de façon durable l'avenir énergétique du Canada. Les premiers ministres ont souligné la nature continentale et globale des marchés énergétiques et l'importance de positionner le Canada en tant que fournisseur d'énergie fiable sur les marchés internationaux.

Les premiers ministres ont convenu d'élaborer une stratégie pancanadienne du Conseil de la fédération en matière d'énergie. Les premiers ministres ont noté que les provinces et le Yukon ont la compétence exclusive sur leurs ressources naturelles.

Le premier ministre Williams dirigera un comité du Conseil sur l'énergie. Le comité inclura aussi les premiers ministres Charest, Klein et Handley. Ce comité travaillera avec les ministres de l'Énergie des provinces et territoires, l'industrie et les partenaires intéressés. Le comité examinera notamment :

- la capacité de toutes les sources d'énergie utilisables à répondre aux besoins futurs et à contribuer aux objectifs environnementaux;
- l'amélioration des systèmes domestiques et internationaux de distribution et de transport d'énergie;
- le rôle des nouvelles technologies pour promouvoir l'efficacité et la conservation énergétiques, de même que la réduction des émissions; le comité

- examinera les possibilités de coopération intergouvernementale pour encourager le développement des nouvelles technologies;
- les moyens de mieux faire reconnaître le Canada en tant que fournisseur d'énergie fiable (pétrole, gaz et hydroélectricité) pour le Canada, l'Amérique du Nord et les marchés internationaux.

Les premiers ministres ont demandé au comité de procéder rapidement à ces travaux et ont convenu de prendre connaissance de son rapport lors de leur prochaine rencontre. Ils ont aussi convenu que l'énergie nucléaire continue de jouer un rôle important dans certaines provinces et ils appuient la remise à neuf des installations existantes.

En tant que propriétaires des ressources naturelles du Canada, les provinces et territoires doivent exercer un leadership dans le développement de politiques énergétiques novatrices pour l'avenir du Canada. Ils ont réitéré l'importance d'un soutien continu aux territoires en vue d'en arriver à la conclusion d'entente avec les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut en matière de transfert des responsabilités et de partage des revenus provenant des ressources naturelles.

Les premiers ministres ont également invité le gouvernement fédéral à reconnaître la compétence constitutionnelle des provinces et territoires et à impliquer de façon formelle les ministres de l'Énergie dans les discussions et les négociations internationales en matière d'énergie.

## **Les marchés internationaux**

Les premiers ministres ont discuté de l'économie mondiale et de la montée d'économies émergentes qui livrent une concurrence intense pour les marchés d'exportation, les investissements, les ressources humaines spécialisées et les technologies de pointe. Les économies émergentes jouent un rôle de plus en plus influent sur l'économie mondiale et présentent des opportunités pour le Canada.

Les premiers ministres ont salué les récents efforts du gouvernement du Canada visant à créer pour les Canadiens des occasions de bénéficier de la croissance de la Chine, de l'Inde et des autres économies de l'Asie, par le biais de l'*Énoncé de politique internationale du Canada* et la négociation d'accords de libéralisation du transport aérien avec la Chine et l'Inde. Le Canada doit se repositionner vigoureusement comme participant actif dans une économie mondiale en mutation afin de profiter de ses atouts stratégiques, tel que sa situation géographique qui jouxte le Pacifique, de son accès préférentiel à l'espace économique nord-américain dans le cadre de l'ALENA, de son économie forte et diversifiée et de sa population multiculturelle.

Les premiers ministres conviennent de mettre en œuvre cette vision d'avenir en travaillant sur une base individuelle, régionale et collective afin de tisser des liens plus solides avec l'Asie et les autres régions du globe. Le Conseil de la fédération

travaillera à positionner le Canada comme étant « un site de choix » sur le plan mondial pour le commerce, l'investissement, les immigrants spécialisés, les touristes et les étudiants internationaux. Les activités prévues incluent un approche « Équipe de l'Ouest » pour accroître les opportunités, ainsi que des missions en Asie de plusieurs premiers ministres, dans les semaines et mois qui viennent, afin d'élargir et d'approfondir ces importantes relations commerciales.

Le Conseil encourage également le gouvernement fédéral à améliorer de façon significative sa performance dans ses domaines de compétence d'importance primordiale, notamment, en :

- allouant des ressources fédérales pour agir de manière plus énergique au renforcement des relations commerciales du Canada avec l'Asie et d'autres marchés émergents;
- concluant, d'ici la fin de l'année, l'entente avec la Chine annoncée en janvier pour obtenir le statut de destination approuvée pour le Canada;
- effectuant des changements dus depuis longtemps aux politiques fédérales, incluant le développement d'initiatives visant la libéralisation du commerce avec les pays d'Asie pour permettre aux entreprises canadiennes de mieux compétitionner pour le commerce et les opportunités d'investissement;
- s'assurant que les immigrants reçoivent l'information et le soutien dont ils ont besoin pour s'intégrer à la société canadienne;
- réalisant les investissements nécessaires pour satisfaire aux demandes de sécurité accrue à nos frontières et aux points d'accès tout en assurant la fluidité du commerce.

Le gouvernement fédéral devrait fournir aux ministres du Commerce des provinces et territoires un rapport sur les négociations en matière de commerce et d'investissements prévues avec l'Asie et d'autres marchés émergents, incluant tout travail effectué jusqu'à maintenant pour identifier les possibilités et les défis qui y sont reliés.

Le Conseil de la fédération presse le gouvernement fédéral de collaborer davantage avec les provinces et territoires pour promouvoir le Canada et résoudre les questions d'accès aux marchés qui sont si importantes pour les entreprises et les industries canadiennes. Une entente formelle sur le rôle des provinces et territoires dans les négociations, les ententes et les forums internationaux devrait être conclue sans autre délai.

Enfin, les premiers ministres reconnaissent l'importance de conclure rapidement les négociations en cours à l'OMC qui doivent améliorer de façon significative l'accès à des nouveaux marchés aux exportateurs canadiens.

## **Relations Canada–États-Unis**

Les provinces et territoires ont un rôle précis, légitime et de plus en plus important à jouer pour contribuer à l'amélioration des relations Canada–États-Unis en renforçant leurs propres relations aux États-Unis. Les premiers ministres ont discuté des travaux des gouvernements du Canada, des États-Unis et du Mexique dans le cadre du nouveau Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité visant à améliorer l'économie nord-américaine. Les premiers ministres considèrent que les provinces et territoires doivent avoir une participation pleine et entière dans le développement et la mise en œuvre des plans de travail du Partenariat pour la sécurité et la prospérité d'intérêts pour les provinces et territoires et dans toutes les mesures visant à renforcer l'ALENA, particulièrement en ce qui concerne les mécanismes relatifs aux recours commerciaux et au règlement des différends. Ils ont convenu de demander à leurs ministres du Commerce :

- d'examiner diverses options visant à résoudre les problèmes résultant de recours commerciaux dans le marché nord-américain intégré ainsi que l'efficacité du processus de règlement des différends de l'ALENA;
- de développer une stratégie ciblée pour renforcer le rôle que jouent les provinces et territoires dans la promotion du commerce avec des organismes américains;
- d'explorer des moyens par lesquels les provinces et territoires canadiens, les États américains et les États mexicains, peuvent travailler ensemble à accroître le partenariat économique nord-américain; et
- élaborer un plan pour une approche provinciale-territoriale conjointe en matière de défense et représentation, aux États-Unis, des intérêts et des principaux enjeux canado-américains.

Dans la foulée des terribles événements du 11 septembre 2001 aux États-Unis et des attaques insensées à Londres et dans d'autres parties du monde, les premiers ministres ont convenu du besoin urgent et continu d'assurer la sécurité de leurs citoyens contre le terrorisme. Les premiers ministres ont exprimé leur préoccupation que l'annonce des États-Unis voulant que tous les voyageurs entrant aux États-Unis ou en sortant devront disposer d'un passeport valide aura un impact important sur des pratiques commerciales transfrontalières établies de longue date et sur le mouvement de voyageurs légitimes aux frontières.

### **Bois d'œuvre**

Les premiers ministres ont discuté des développements récents sur la question du bois d'œuvre. Le 10 août, le Comité de contestation extraordinaire de l'ALENA a rendu une décision favorable au Canada voulant qu'aucun droit ne devrait s'appliquer sur les importations américaines de bois d'œuvre en provenance du Canada. La décision du Comité a été unanime et est exécutoire tel que le prévoit la section 1904.9 de l'accord sur l'ALENA, qui stipule que :

*The decision of a panel under this Article shall be binding on the involved Parties with respect to the particular matter between the Parties that is before the Panel.*

Aux termes des règles de l'ALENA, une telle décision du Comité de contestation extraordinaire signifierait la fin du conflit, le Département du commerce devrait révoquer la décision et les dépôts canadiens seraient retournés en entier, avec intérêts.

Les premiers ministres ont souligné que le gouvernement du Canada doit réagir énergiquement et aux plus hauts niveaux à cette décision du gouvernement des États-Unis de ne pas se plier à la décision rendue par le Comité. La décision sans précédent du gouvernement des États-Unis de ne pas se plier à la décision du comité doit immédiatement être contestée.

### **Rencontre avec l'ambassadeur David Wilkins**

Les premiers ministres ont rencontré aujourd'hui M. David Wilkins, le nouvel ambassadeur des États-Unis au Canada, pour lui faire part de leurs points de vue et de leurs priorités relatives aux relations Canada-États-Unis. Les premiers ministres ont fait remarqué que les provinces et les territoires du Canada ont un rôle significatif, essentiel et à part entière à jouer dans le renforcement des relations Canada-États-Unis et du partenariat commercial nord-américains.

Les premiers ministres ont souligné l'importance fondamentale de la relation Canada-États-Unis. Le commerce de biens et de services entre les deux pays atteint 1,8 milliard de dollars et 300 000 personnes traversent les frontières chaque jour. Le Canada est le plus important marché pour les exportations américaines. La prospérité économique du Canada est donc intimement liée aux États-Unis et est fortement dépendante d'un accès libre et ouvert au marché américain.

Les premiers ministres ont noté que les relations commerciales entre les deux pays sont généralement positives et se déroulent sans embûches. Les premiers ministres et l'ambassadeur ont toutefois reconnu que des problèmes existent et ils ont profité de leur rencontre pour ouvrir le dialogue sur plusieurs éléments de préoccupation des provinces et territoires, notamment le bois d'œuvre, l'ALENA, la sécurité des approvisionnements en énergie, l'ESB et le transit aux frontières. Les premiers ministres ont manifesté le désir d'en arriver à un mécanisme de résolution des différends dans le cadre de l'ALENA qui soit à la fois rapide et apolitique.

Les premiers ministres ont félicité l'ambassadeur Wilkins pour sa récente nomination et l'ont remercié d'avoir, dès le début de son mandat, voyagé à travers le Canada pour en apprendre davantage sur les enjeux et les perspectives canadiennes. Ils anticipent des relations positives et productives avec

l'ambassadeur Wilkins et continueront à travailler au renforcement des relations bilatérales existantes entre le Canada et les États-Unis.

Les premiers ministres ont également pu rencontrer M. Collin Robertson de l'ambassade canadienne, qui représentait l'ambassadeur McKenna.

- 30 -

**Toute demande provenant des médias peut être acheminée à :**

Marisa Etmanski  
Bureau du premier ministre, Alberta  
Communications  
(780) 232-7386

Jim Law  
Bureau du premier ministre,  
Alberta Communications  
(403) 510-7182